

Depuis trois décennies, le dialogue œcuménique est sérieusement engagé : on ne parle que de rencontres bilatérales, multilatérales, de conversations, etc. On ne saurait trop faire l'éloge du dialogue qui a conduit les Eglises chrétiennes à sortir de leur isolement et parfois même de leur suffisance. Désormais, les retrouvailles sont chose faite et le climat est purifié. Mais le dialogue n'est pas un but en lui-même. Il crée, certes, une sorte de communauté entre les Eglises, mais une communauté fort incomplète.

Jusqu'à ce jour, peu d'actes concrets destinés à favoriser une

véritable unité ont été accomplis. Peut-on franchir une nouvelle étape ? Le Conseil œcuménique des Eglises (C.O.E.) a estimé que ce moment approchait. C'est pourquoi, lors de la cinquième Assemblée mondiale (Nairobi, 1975), il a autorisé l'envoi aux Eglises d'un document théologique d'une grande importance, *la Réconciliation des Eglises : baptême, eucharistie, ministère* (1), fruit d'un long et dur travail de sa commission Foi et Constitution (*le Monde* du 8 octobre 1975). Ce n'était certes pas la première fois que le Conseil œcuménique adressait aux Eglises un document théologique pour étude

et réflexion. Mais ce fut la première fois qu'il leur demanda avec une extrême insistance de donner une réponse aux propositions qui étaient contenues dans le document et d'indiquer quelles mesures elles étaient disposées à prendre pour parvenir à une communion pleine et entière. La réponse était demandée pour le 31 décembre 1976.

Au mois de mai 1977, une centaine de réponses d'Eglises étaient parvenues au Conseil œcuménique ; si on ajoute à ce chiffre les réponses de conseils nationaux chrétiens groupant dans une même région diverses Eglises, de groupes œcuméniques

importants et de dix-sept facultés de théologie catholique, dont l'avis avait été sollicité par Rome, on atteint un total de cent quarante réponses venant de toutes les aires géographiques et de toutes les traditions confessionnelles.

Le secrétariat de Foi et Constitution vient de publier une synthèse des réponses (2), et, dans l'ensemble, cette synthèse est nettement encourageante. En ce qui concerne le baptême, un accord est en train de se réaliser qui, dans certains cas, va au-delà de ce qui était proposé. La confirmation est conçue en étroite relation avec le baptême, et de nom-

breuses Eglises se déclarent prêtes à reconsidérer leur manière traditionnelle de pratiquer la confirmation. Beaucoup d'entre elles sont prêtes à accorder plus d'importance que dans le passé au contexte socio-culturel dans lequel le baptême est administré. On n'est pas très étonné de la facilité avec laquelle l'accord sur le baptême est obtenu, car l'unicité du baptême comme incorporation à l'Eglise du Christ et non à telle Eglise particulière tend à être partout reconnue.

On est plus étonné de la large mesure de consensus qui se réalise à propos de l'eucharistie, unanimement considérée comme le point décisif de la communion entre les Eglises : la présence réelle du Christ dans l'eucharistie vient du Saint-Esprit, et c'est pourquoi l'invocation du Saint-Esprit (épiclese) prend une place plus importante dans les liturgies des diverses Eglises. On s'accorde aussi pour reconnaître que si la foi est nécessaire pour recevoir dignement l'eucharistie, la présence réelle du Christ n'est pas conditionnée par la foi. Enfin — et c'est peut-être un signe des temps, — les Eglises demandent que l'on fasse plus clairement comprendre que l'eucharistie est le fondement de l'action missionnaire de l'Eglise.

La question du ministère constituait, jusqu'à présent, le principal obstacle à une pleine communion entre les Eglises : la doctrine de la succession apostolique ou de la succession ministérielle, professée par les unes, refusée par les autres, était la pierre d'achoppement. On ne saurait prétendre que cet obstacle soit levé, mais les voies de la discussion

s'élargissent : les Eglises reconnaissent que c'est l'Eglise tout entière qui est apostolique et que cette apostolicité se manifeste de différentes manières et non pas exclusivement par le moyen de la succession ministérielle.

La doctrine et la pratique

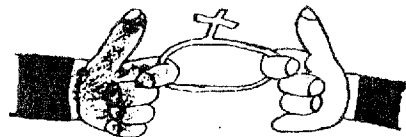
La synthèse relève aussi que la coopération entre ministres de différentes Eglises qui, en principe, ne reconnaissent pas la validité de leurs différents ministères a atteint un degré tel qu'elle équivaut à une reconnaissance *de facto*. Dans certains cas, la doctrine et la pratique des Eglises sont à ce point impliquées l'une dans l'autre qu'une modification de la pratique est susceptible d'entraîner une révision des principes. Risquons même l'hypothèse personnelle suivante : il n'est pas exclu qu'une pratique non autorisée de l'intercommunion entre fidèles d'Eglises différentes ait favorisé, dans ces Eglises, une réflexion plus décripée sur le problème de l'intercommunion.

On dira sans doute que le baptême, l'eucharistie et le ministère ne constituent pas les seuls points de friction entre les Eglises. Mais comme le rappelle Lukas Vischer, dans le rapport qu'il a présenté au comité central du C.O.E. en 1977, « le dialogue œcuménique a une tendance malheureuse à surcharger la notion de consensus ». La communion entre les Eglises n'exige pas nécessairement une confession de foi exhaustive commune ni un exposé complet du dogme, sinon l'unité serait une uniformité, ce qu'elle n'a jamais été, même au temps de l'Eglise indivise.

Il est bon et sain qu'il y ait dans l'Eglise une diversité de théologies et d'approches théologiques. Cette diversité ne produit une rupture que lorsque la communion eucharistique devient impossible. La triade baptême, eucharistie, ministère est en fait indissociable. C'est pourquoi le Conseil œcuménique a eu raison de chercher à réaliser un consensus sur ces trois points solidaires.

de Foi et Constitution, « il n'existe aucune raison chrétienne valable qui justifie la situation actuelle ».

Lukas Vischer, s'adressant au comité central du Conseil œcuménique en 1977, a résumé très clairement l'impératif que nous ne pouvons vouloir tourner : « Il faut qu'il y ait consensus, pour que chaque Eglise locale se sache dans la vérité que connaît la communauté univer-



Ce à quoi nous devons tendre, dit le secrétariat de Foi et Constitution, c'est de mettre au point « la conception commune dont les Eglises ont besoin pour réaliser leur unité visible ». Si cette conception commune est trouvée, les Eglises seront en mesure de vivre ensemble, sans renoncer à leurs particularités historiques, la grande aventure conciliaire à laquelle le Conseil œcuménique les convie. Déjà liées par la parole de Dieu, par le culte, par l'intercession, par le service des hommes, par la lutte pour la justice sociale, les Eglises ne sauraient encore longtemps refuser de s'unir dans la communion eucharistique sans laquelle leur action commune perd son fondement et sa spécificité. Il n'est plus temps de s'abriter peureusement derrière des traditions, qu'on a de plus en plus de peine à justifier. Comme le dit encore le secrétariat

selle. Il faut qu'il y ait consensus sur le baptême, pour que quiconque reçoit le baptême sache qu'il a été baptisé avec tous les autres dans le même corps du Christ. Il faut qu'il y ait consensus sur l'eucharistie, pour que le peuple de Dieu tout entier soit spirituellement présent et participe à chaque célébration de l'eucharistie. Il faut qu'il y ait consensus sur le ministère, pour que quiconque annonce la parole, dispense l'eucharistie et édifie la communauté, sache qu'il le fait en communauté avec tous ceux qui sont appelés au même service. »

ROGER MEHL.

(1) Les Presses de Talzé, 1974.
(2) Vers un consensus œcuménique. Foi et Constitution, document n° 84 (Conseil œcuménique des Eglises, 150, route de Ferney, 1211 Genève 20).